STOPPONS
MACRON
ET BLANQUER !

Toutes et tous en GRÈVE le 9 octobre

Ce qui anime Macron et son gouvernement, c'est une réelle volonté de changer la société. Pas dans l'optique d'améliorer le quotidien de toutes et tous, de conquérir de nouveaux droits, de renforcer la protection sociale, de reverser les richesses créées par le travail aux salarié·es par l'augmentation des salaires et des retraites… NON, ça ce sont les revendications de la CGT !
Depuis un an et demi, l'accélération des attaques à l'encontre des salarié.es, des jeunes, des retraité.es, des chômeurs est dans le seul but de favoriser toujours plus les intérêts des capitalistes et des plus riches !
Assurance, chômage, plan pauvreté avec des aides sociales attaquées, plan hôpital…autant d'annonces tout azimuts pour tenter de passer sous silence l'attaque majeure contre les retraites avec un montant des pensions qui ne serait plus garanti, les 4 500 suppressions de postes dans la fonction publique annoncées pour 2019 (en attendant les 10 000 suppressions programmées en 2020) et la nouvelle disparition de 100 000 contrats aidés.
1.800 postes supprimés dans l'Education Nationale, cela représente 40 % des suppressions annoncées par le gouvernement : **on est loin de la priorité donnée à l'éducation**. La priorité de ce gouvernement comme des précédents est donnée à l'austérité pour satisfaire le patronat et les Services Publics en font les frais.
Les réformes en cours visent à transformer en profondeur l'Ecole : l'évaluation généralisée pour tous, l'apprentissage précoce de la compétition et de l'employabilité des jeunes au détriment de la culture générale qui permettrait leur émancipation.

La communication de Blanquer et la réalité sur le terrain

Le ministre de l'Education parle d'interdiction de portable, d'évaluations multiples, de dédoublement de classes dans l'éducation prioritaire…et se tait sur les conséquences d'une politique d'austérité dans l'éducation : postes non pourvus dans notre académie, comme ailleurs, fermetures de classes pour financer les dédoublements de l'enseignement prioritaire, nombre d'élèves par classe en augmentation, violence scolaire et management agressif résultat des tensions, dans les écoles, les établissements et les services. Silence complet autour de Parcoursup qui en plus d'instaurer la sélection à l'université est une véritable source de stress pour les 45 384 jeunes qui étaient en attente ou sans proposition au 27 août qui s'ajoutent aux 14 670 bacheliers avec des seules réponses négatives (en septembre 2017 seuls 6 000 jeunes étaient sans réponse).

Des "réformes" de l'Éducation pour supprimer 3 600 postes à la rentrée 2019

« Harvard du pro » et les « campus de l'excellence = suppressions de postes et mépris de classe

Derrière le verbiage de Blanquer, la réforme de la voie professionnelle est une attaque majeure contre la qualité des formations professionnelles avec une baisse drastique des enseignements en Bac pro (1/3 en maths, sciences, français, histoire géo, langues) et en CAP et des modifications des grilles horaires qui vont entraîner plusieurs milliers de suppressions de postes dans toutes les disciplines.
L'ensemble des programmes va être revu à marche forcée et l'ouverture culturelle évacuée. Dans le discours du ministre, la formation du/de la citoyen·ne se résume "aux savoir-être, essentiels pour l'insertion professionnelle". C'est bien là **un mépris pour les élèves du lycée pro** qui n'auraient pas besoin des disciplines qui leur permet de développer l'esprit critique et leur culture. Alors que ces matières sont bien souvent celles nécessaires pour rebondir dans la vie lorsqu'on perd un emploi.
Cette réduction des horaires, en EG et en EP, va rendre les poursuites d'études en BTS plus difficiles. Le tout sur fond de tri social et de sélection renforcée dans le supérieur.
Derrière ces diminutions d'heures, **le but est de supprimer des postes d'enseignant.es. On s'attend à 5 000 à 6000 suppressions dans la voie pro si cette réforme passe.**
Une réforme pour le patronat. L'apprentissage deviendrait obligatoirement adossé à chaque LP avec pour conséquences la mixité des parcours et le mixage des publics qui n'a aucune valeur ajoutée en termes de pédagogie, de rythmes d'apprentissage pour les élèves mais permet au patronat d'avoir une main d'œuvre malléable et bon marché. Les programmes seraient élaborés par les branches professionnelles. Les patrons pourraient avoir directement sous leur coupe la formation de leurs futur.es salarié.es offertes sur un plateau par l'Education Nationale.
Plan social pour les GA. Dès la rentrée prochaine, les effectifs de Bac pro GA seraient réduits de 50%...Du coup sur les 4 700 enseignant.es de GA, :

1000 départs en retraite non-remplacés 550 non-titulaires directement menacés et 1 500 titulaires « reconvertis »… Mais où ? Quand ? Comment ?
Dans la voie pro comme dans toute l'Ecole rien ne justifie des suppressions de postes, puisque 40 000 élèves de plus sont attendus chaque année jusqu'en 2024. Nous ne pouvons accepter que ce gouvernement sacrifie sciemment l'éducation des générations à venir.

La réforme des lycées généraux et technologiques : même logique

Dans les lycées généraux et technologiques, la dégradation des conditions de travail et les destructions de postes vont s'accélérer avec la mise en œuvre de la réforme. Blanquer et ses relais médiatiques, niant que les objectifs de la réforme du lycée sont avant tout d'ordre comptables, entonne le refrain de la « liberté » des élèves de 2nde, qui l'an prochain pourront prendre trois enseignements de spécialités (de 4h/semaine) en première, qui se réduiront à deux (6h/semaine) en terminale. Dès la rentrée le Ministère a clairement énoncé que de nombreuses spécialités ou combinaisons ne seraient pas proposées dans tous les lycées. Où est l'égalité des chances sur le territoire !
Sans être devin, on peut déjà annoncer les **résultats concrets de cette réforme: moins d'heures et surtout moins de matières enseignées à chaque élève**. Chaque année, la concurrence entre les disciplines, obligées d'entrer dans la lutte pour la survie – des postes, de sa légitimité – pour attirer les élèves, sera féroce. En effet, chaque "spécialité" n'aura de valeur qu'à l'aune de ce qu'elle peut espérer rapporter... sur le marché des études supérieures, via Parcoursup.
Les clés de la réforme sont donc identifiées : orienter précocement les élèves, limiter les ambitions des jeunes issus des classes populaires, trier dès le plus jeune âge. Parallèlement, limiter drastiquement le nombre d'enseignants.

Fusion des académies : de mutualisations en suppressions de postes administratifs

Même si pour l'instant notre académie n'est pas concernée par la fusion d'académie, fort à parier que nous n'y échapperons pas puisque l'objectif non avoué est bien de faire des économies et inévitablement la fusion des services au niveau des régions entraînera à terme des suppressions de poste…
200 postes administratifs avaient déjà été supprimés en 2018, l'annonce des **400 suppressions supplémentaires** est la goutte qui fait déborder le vase (alors que les personnels administratifs représentent 6,7% des personnels de l'Education nationale, ils vont absorber 22,2% des suppressions de postes). **La charge de travail des personnels dans les services académiques et les établissements va donc mathématiquement encore augmenter.** Pourtant, partout les collègues sont débordés et peinent à remplir leurs missions et sont au bord de l'explosion. L'absence de création de postes des personnels TRF entraînera également des conditions de travail dégradées.

La CGT est attachée à **un service public d'éducation nationale de qualité.**

La CGT exige des moyens à la hauteur des besoins et une politique digne à destination des personnels.
Plutôt que les suppressions de postes, la CGT défend :
- la création de postes statutaires en nombre suffisant et la titularisation des personnels précaires
- le dégel du point d'indice et l'augmentation immédiate des salaires et des retraites de 400 euros pour tou.te.s

Pas de résignation ni de lamentation, il faut se défendre tous ensemble

La CGT appelle à **une première journée de grève interprofessionnelle, étudiante et lycéenne le 9 octobre contre la politique du gouvernement** qui détruit notre modèle social, favorisant notamment l'explosion des inégalités et la casse des droits collectifs.
Cette journée doit être un point de départ. Nous appelons à discuter en assemblée générale de la nécessité d'un large mouvement d'ensemble interprofessionnel, pour empêcher la société de retourner au 19ème siècle, vers la misère et la précarité. **Nous ne devons pas laisser le gouvernement avancer vers toujours plus de reculs sociaux sans réagir !**
Nous avons à nous battre dans l'éducation contre les attaques qui nous visent plus précisément dans notre secteur professionnel, mais nous ne réussirons à bloquer ces attaques que si le rapport de force général bascule du côté des salarié.es, des chômeurs, des retraité.es, de la jeunesse. **Pour cela, il faut saisir toutes les occasions de se retrouver pour faire front ensemble !**

Manifestations

Tous les rendez-vous sur notre site

cgteduc-nantes@orange.fr – educactionnantes.reference-syndicale.fr